

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERRE INVESTISSEMENT 4

Société Civile de Placement Immobilier
Visa AMF SCPI n°04-23 du 24 juin 2004
Siège social : 2 rue de la Paix -75002 PARIS
RCS PARIS 451 226 799
Au capital de 25 536 000 €
Société en liquidation

Avis de convocation

Mesdames, Messieurs, les associés de la société civile de placement immobilier Pierre Investissement 4 sont convoqués en assemblée générale mixte le mercredi 18 juin 2026 à 10h30 au 27 avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer de l'ordre du jour suivant :

RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR**A titre ordinaire :**

- Approbation des rapports de gestion, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ;
- Quitus à la société de gestion, liquidateur, pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Quitus au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Approbation du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code monétaire et financier ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation de la valeur comptable de la société ;
- Approbation des valeurs de réalisation et de reconstitution de la société ;
- Fixation du montant des jetons de présence à allouer au conseil de surveillance pour 2026 ;
- Approbation du renouvellement de la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance » pour l'exercice clos au 31 décembre 2027 ;
- Renouvellement des membres du conseil de surveillance ;
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre extraordinaire :

- Modification de l'article 17 des statuts relative à la suppression de l'approbation de l'assemblée générale pour la vente des biens de la société ;
- Mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 – Modification corrélative de l'article 22 des statuts ;
- Modification de l'article 23 des statuts ;
- Mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 – Modification corrélative des articles 25, 26 et 27 des statuts ;
- Modification de l'article 32 des statuts ;
- Transfert de siège social – Modification corrélative des articles 4 et 16 des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR**A titre ordinaire :**

- Information des associés concernant la situation de l'actif de Blois
- Information sur les capacités d'indemnisation
- Réserve budgétaire
- Situation patrimoniale

Il est rappelé l'importance pour les associés de participer à cette assemblée, qui ne peut valablement délibérer, sur première convocation, sur les résolutions à caractère ordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins le quart du capital social de la SCPI, et sur les résolutions à caractère extraordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins la moitié du capital social de la SCPI.

Texte des résolutions**A titre ordinaire :**

Première résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en conséquence les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

Deuxième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve à la Société de gestion, liquidateur, pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Troisième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Quatrième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conclusions desdits rapports et les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que la perte de l'exercice s'élevant à la somme de 102 191 € est affectée au report à nouveau, portant ce poste à -1 547 934 €.

Perte de l'année 2025	(102 191) €
Report à nouveau	(1 445 743) €
Affectation du solde au report à nouveau	(1 547 934) €

Sixième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la valeur comptable de la société telle qu'elle figure au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur comptable	8 200 994 €	2 055,39 €

Septième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve les valeurs de réalisation et de reconstitution de la société telles qu'elles figurent au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur de réalisation	8 200 994 €	2 055,39 €
Valeur de reconstitution	10 245 281 €	2 567,74 €

Huitième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, fixe le montant global des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026 à 1 800 €. Ce montant sera réparti entre chaque membre au prorata de sa présence effective aux réunions du conseil.

Neuvième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de renouveler la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance de SCPI » à souscrire auprès de la compagnie CHUBB pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2027, étant précisé qu'à titre informatif, le coût supporté par la SCPI s'est élevé à la somme de 1 575 € HT pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026.

Dixième résolution - L'assemblée générale prend acte de la démission, avec effet au 30 janvier 2026, des cinq membres du conseil de surveillance élus lors de l'assemblée générale de 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024. La Société de gestion, liquidateur, rappelle que lors de l'assemblée générale tenue en janvier 2026,

les associés ont rejeté la résolution visant à modifier les statuts afin d'abaisser le nombre minimum de membres du conseil de surveillance à trois (3). Une telle modification aurait permis aux cinq associés élus de constituer un conseil de surveillance valablement composé. En conséquence, l'assemblée générale constate que la composition du conseil de surveillance ne satisfaisait pas aux exigences statutaires imposant un minimum de sept (7) membres et que les démissions intervenues ont entraîné une vacance totale du conseil de surveillance. Le conseil doit par conséquent être renouvelé dans son intégralité. Conformément à l'article 22.2 des statuts de la SCPI, il doit être composé de 7 membres choisis parmi les associés. Un appel à candidature a été adressé par la Société de gestion, liquidateur, à l'ensemble des associés par courrier en date du 18 février 2026. Ainsi, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, nomme à la fonction de membre du conseil de surveillance les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages exprimés par les associés présents ou ayant voté par correspondance parmi la liste des candidats ci-dessous :

- M. Philippe NONN ;
- M. Luc LE FLOCH ;
- M. Didier ELWART ;
- M. Frédéric BESVEL ;
- M. Philippe DESHAYES ;
- M. François SITTERLÉ ;
- M. Yves CREN ;
- M. Patrick HANS.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028. Les membres du conseil de surveillance exerceront leurs fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires.

Onzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

A titre extraordinaire :

Douzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, approuve la modification de l'article 17 des statuts relative à la suppression de l'approbation de l'assemblée générale pour la vente des biens de la société ainsi que les conditions de prix, dans le cadre de sa mise en conformité avec l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.

En conséquence, l'article 17 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 17 - ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

(...)

b) Administration du patrimoine immobilier de la SCPI

(...)

~~Il soumet à l'assemblée générale la vente et des biens immobiliers de la société ainsi que les conditions de prix après approbation du Conseil de Surveillance.~~

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Treizième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, approuve, dans le cadre de la mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif, la modification de l'article 22 des statuts afin d'abaisser à trois (3) le nombre minimum de membres du conseil de surveillance, emportant modification corrélative du règlement du conseil de surveillance.

En conséquence, l'article 22 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 22 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

22.2 : Nomination du Conseil de surveillance

Les Conseils de surveillance formés à compter du 1^{er} janvier 2017 sont composés de sept (7) **est composé d'un minimum de trois (3) membres et d'un maximum de sept (7) membres** pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale.

(...)

En cas de vacance de poste par démission ou décès d'un ou plusieurs de ses membres, le Conseil de surveillance devra se compléter **dans les limites prévues ci-dessus au chiffre de sept (7).**

(...)

~~Lorsque le Conseil de surveillance en fonction au 1^{er} janvier 2017 est formé de plus de sept (7) membres, le mandat de ces derniers se poursuit jusqu'à son terme et la limitation à sept (7) des membres du Conseil s'appliquera pour la première fois lors de son renouvellement. Toutefois, en cas de démission ou décès d'un ou plusieurs de ses membres, ces derniers ne seront pas remplacés sauf si la vacance a pour effet de rendre le nombre des membres du Conseil inférieur à sept (7).~~

~~(...).~~»

Le reste de l'article demeure inchangé.

Quatorzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, approuve la modification de l'article 23 des statuts dans le cadre de sa mise en conformité avec les dispositions des articles R.214-157-1 du Code monétaire et financier et 422-234 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'avec le décret n° 2025-762 du 4 août 2025, prévoyant notamment que la dénomination « expert immobilier » est remplacée par celle d'« expert externe en évaluation », que la durée de son mandat est portée à six (6) ans et que sa désignation relève désormais de la Société de gestion, sans vote de l'Assemblée générale.

En conséquence, l'article 23 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 23 – EXPERT **EXTERNE EN EVALUATION IMMOBILIER**

~~La valeur vénale des immeubles résulte d'une expertise réalisée par un expert immobilier externe en évaluation nommé par la Société de gestion l'Assemblée Générale Ordinaire pour 4-6 ans. Cette nomination a lieu après acceptation par l'Autorité des Marchés Financiers de sa candidature qui a préalablement été présentée par la Société de gestion.~~

L'expert est sélectionné conformément à la réglementation en vigueur applicable aux sociétés civiles de placement immobilier. L'expert peut être révoqué et remplacé selon les formes prévues pour sa nomination. »

Quinzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, approuve la modification des articles 25, 26 et 27 des statuts dans le cadre de leur mise en conformité avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif qui prévoit que l'assemblée générale peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

En conséquence, les articles 25, 26 et 27 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« ARTICLE 25 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. **L'assemblée générale ordinaire délibère valablement sans condition de quorum. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.**

~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième fois, à six jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée qui délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais, seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance. »~~

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 26 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

(...)

Elle peut aussi décider sa transformation en société de toute forme autorisée à faire publiquement appel à l'épargne. **L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement sans condition de quorum. Ses décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.** ~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix donc disposent les associés présents, représentés.~~

~~Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins six jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée, pour laquelle aucun quorum n'est requis ; et qui arrête ses décisions à la même majorité. Elle doit délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. »~~

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 27 – CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE

(...)

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le gérant.

Les décisions collectives prises par voie de consultation écrite sont réputées valablement adoptées dès lors qu'elles réunissent la majorité des voix exprimées des associés ayant répondu. Aucun quorum n'est requis. ~~Les décisions collectives, par consultations écrites, doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.~~»

Le reste de l'article demeure inchangé.

Seizième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, approuve la modification de l'article 32 des statuts relatif à la dissolution de la Société afin d'actualiser la dénomination de la juridiction compétente conformément aux dispositions légales en vigueur.

En conséquence, l'article 32 est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 32

Dissolution

(...)

Faute par lui d'avoir provoqué cette décision, tout associé après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pourra demander au Président du Tribunal Judiciaire de Grande Instance du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice, chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dix-septième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la Société de gestion, liquidateur, prend acte du nouveau siège social de la Société de gestion sis 38 Avenue de l'Opéra 75002, Paris et de l'autorisation pour la Société de gestion de modifier les statuts de la SCPI en conséquence, afin que le siège social de celle-ci soit également fixé au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

En conséquence, les articles 4 et 16 des statuts sont désormais rédigés comme suit, l'assemblée générale extraordinaire ratifiant le transfert de siège social de la Société de gestion et de la SCPI au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris :

« ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à PARIS 75002 – 38 Avenue de l'Opéra.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville et dans les communes limitrophes, par simple décision de la Gérance, et partout ailleurs en France par décision collective des associés. »

« ARTICLE 16 - Nomination de la Société de gestion

La société est administrée par une Société de gestion agréée, désignée comme gérant pour la durée de la société, à savoir :

INTER GESTION S.A.

Au capital de 240 000 €, dont le siège social est à PARIS 2ème – 38 Avenue de l'Opéra

Représentée par Monsieur Gilbert RODRIGUEZ, son Président – Directeur Général.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dix-huitième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR

A titre ordinaire :

Dix-neuvième résolution - INFORMATION DES ASSOCIES CONCERNANT LA SITUATION DE L'ACTIF DE BLOIS

A - Exposé des motifs

La phase de liquidation de la Société permet désormais de dresser un bilan définitif des opérations menées par la Société de Gestion Inter Gestion pour le compte de la SCPI. Il ressort de ce bilan que pour l'instant aucun bien n'a été vendu à un prix supérieur ou égal à son prix de revient. Plus préoccupant encore, la quasi-totalité des cessions ont été réalisées à des niveaux très inférieurs aux dernières valeurs d'expertise communiquées aux associés, sans que des explications détaillées

et documentées n'aient été apportées à ce jour par la Société de Gestion. À cet égard, la situation de l'immeuble situé à BLOIS apparaît particulièrement révélatrice et suscite de sérieuses interrogations, tant sur les décisions d'investissement initiales que sur la gestion opérationnelle et que sur la stratégie de cession mises en œuvre. Au regard des éléments portés à notre connaissance par un associé habitant BLOIS et par les données diffusées dans les rapports annuels par la Société de Gestion, il ressort notamment les données suivantes :

- Prix d'acquisition du bien : 318 602 €
- Prix de revient net après travaux : 1 292 746 €
- Montant total des travaux de rénovation (hors subventions) : 1 096 031 €
- Dernière valeur d'expertise (décembre 2024) : 810 000 €
- Compromis de vente en cours de négociation : 400 000 € net vendeur

Ces éléments conduisent à constater, pour la SCPI, une perte nette prévisible de 892 746 € sur cette seule et unique opération.

Un tel écart entre le coût global de l'opération, les montants des travaux engagés, les valeurs d'expertise successives et le prix de cession qui pourrait être retenu, ne peut rester sans explications circonstanciées de la part de la Société de Gestion, tant au regard de ses obligations légales que du droit légitime à l'information des associés.

Mais ce n'est pas tout, les renseignements récoltés sur place font état de plusieurs sinistres qui pourraient compromettre la vente et ainsi faire baisser encore son prix.

B – Texte de la résolution

« Les associés soussignés de la SCPI Pierre Investissement 4 mettent en demeure INTER GESTION REIM de formaliser par écrit et de transmettre à chacun des associés avant le 16 septembre 2026 à minuit, les réponses précises et documentées aux sept séries de questions suivantes :

1. Étude de marché préalable à l'acquisition

La Société de Gestion a-t-elle réalisé une étude du marché immobilier local avant de procéder à l'acquisition de ce bien pour le compte de la SCPI ? Si oui, merci de communiquer les principaux éléments de cette étude, notamment la comparaison du prix d'achat au m² avec les prix moyens constatés sur la vente de biens comparables.

2. Choix et mission de l'Assistant Maître d'Ouvrage

Selon quels critères l'Assistant Maître d'Ouvrage a-t-il été sélectionné ? Quel a été le montant de sa rémunération, la nature exacte de sa mission, ainsi que les objectifs techniques et économiques qui lui étaient assignés ?

3. Analyse de la valeur post-travaux

À dire d'expert, pour quelles raisons ce bien n'a-t-il pas vu sa valeur augmenter malgré un niveau de travaux atteignant près de 2 000 € par m², montant correspondant à une rénovation de standing élevé ?

4. Dépréciation lors de la cession

Comment la Société de Gestion explique-t-elle l'importante perte de valeur constatée lors de la vente ? Les états des lieux de sortie des derniers locataires font-ils état de dégradations anormales ? Si tel est le cas, des recours ont-ils été engagés contre les responsables et/ou leurs assureurs ?

5. Suivi et contrôles sur site

Des visites sur site ont-elles été réalisées afin de s'assurer du bon accomplissement de la mission confiée au gestionnaire local ? En cas de manquements constatés, quelles procédures ou diligences ont été engagées par la Société de Gestion ?

6. Dégradations et occupations illicites

La Société de Gestion a-t-elle constaté des dégradations anormales du bien ou des occupations illicites récentes susceptibles d'avoir un impact significatif sur les conditions de cession et, par conséquent, sur la valeur liquidative finale revenant aux associés ?

7. Étude de marché préalable à la cession

Une étude du marché immobilier local a-t-elle été réalisée avant la signature du compromis de vente et quels en sont les principaux résultats ? Si oui, merci de communiquer les principaux éléments de comparaison entre le prix de vente retenu et les prix du marché pour des biens comparables.

Comment expliquez-vous les écarts ? De plus, les associés soussignés de la SCPI Pierre Investissement 4 mettent également en demeure INTER GESTION REIM de faire réaliser un constat d'huissier de ce bien afin de savoir avec précision dans quel état il se trouve et de transmettre ce constat à chacun des associés avant le 16 septembre 2026 à minuit également ».

Vingtième résolution - INFORMATION SUR LES CAPACITÉS D'INDEMNISATION

« L'Assemblée Générale décide que la Société de Gestion présentera aux associés une information détaillée, actualisée et documentée relative aux dispositifs susceptibles de contribuer à l'indemnisation des préjudices subis par la SCPI. Cette présentation portera notamment sur :

- les contrats d'assurance applicables, en particulier ceux relevant de la responsabilité civile professionnelle (RCP), en précisant leur période de validité,
- les plafonds de garantie, franchises et exclusions significatives,
- les autres sources potentielles d'indemnisation (fonds propres, garanties, dispositifs internes ou externes),

- l'état des démarches engagées pour leur mobilisation.
- Cette présentation devra permettre aux associés d'apprécier concrètement :
- les capacités d'indemnisation effectivement mobilisables,
 - un ordre de grandeur des montants susceptibles d'être recouverts,
 - ainsi que les délais prévisibles associés. »

Les informations et documents visés dans cette résolution devront être communiqués aux associés dans un délai maximal de deux mois suivant l'Assemblée Générale. »

***Vingt-et-unième résolution* - RESERVE BUDGETAIRE**

« L'assemblée générale décide qu'une somme de 50.000 euros sera inscrite au budget 2026 de la SCPI PIERRE INVESTISSEMENT 4, pour permettre au conseil de surveillance de solliciter toute consultation juridique, réaliser tout audit et/ou expertise portant sur la gestion juridique, comptable, économique, financière et immobilière de la SCPI et ce dans l'intérêt de la société et afin de permettre au conseil de surveillance d'exécuter sa mission d'assistance et de contrôle de la société de gestion. Cette somme vient compléter les montants votés par les AG des années précédentes pour le même objet, montants qui n'auraient pas encore été utilisés.

Dans le respect de l'objet de l'affectation précisée ci-dessus, le conseil de surveillance pourra user de cette somme, dans le cadre de sa mission de contrôle et selon les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance. »

***Vingt-deuxième résolution* - SITUATION PATRIMONIALE**

« Les associés décident qu'INTER GESTION REIM élabore et diffuse un document récapitulatif du patrimoine résiduel arrêté au 30 juin 2026. Ce tableau reprendra pour chaque bien :

- La localisation (ville, adresse),
- La date et le prix d'acquisition initial
- La superficie initiale
- La date, le montant des travaux d'amélioration / rénovation, le montant des commissions versées aux intermédiaires (Assistance Maîtrise d'Ouvrage, ...)
- Le montant des subventions perçues (ANAH, ...)
- La superficie finale
- Le nombre final de lots principaux
- Lorsque certains lots (ou la totalité) ont été vendus :
 - La superficie vendue
 - Le nombre de lots vendus
 - Le prix de cession net vendeur
- L'estimation de la valeur du bien à cette date
- Pour chacun des lots (ou groupes de lots) restants :
 - La surface du lot (ou du groupe)
 - La date de fin de bail (ou la mention vacant, si applicable)
 - Le prix net vendeur du lot (ou du groupe), lorsque le bien a été en vente
 - Un lien permettant l'accès au DPE.

La transmission de l'ensemble des informations demandées est nécessaire à la bonne compréhension de la situation et de l'évolution du patrimoine de la SCPI Pierre Investissement 4 ».

Si le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale ne pourrait délibérer. Les associés seraient alors, de nouveau, convoqués pour le jeudi 16 juillet 2026 à 16h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour de l'assemblée générale figurant ci-dessus.

La Société de Gestion, liquidateur
INTER GESTION REIM